



## Compte-rendu des Assises nationales GRETA au Lycée Pierre Gilles de Gennes à Paris - 7 juin 2012

Après la mobilisation du 9 février 2012, les contre assises académiques aux alentours du 10 mai dans le but de rédiger un livre blanc des GRETA, à l'initiative d'une interfédérale assez large, les contre-assises GRETA se sont donc déroulées le 7 juin au Lycée Pierre Gilles de Gennes à Paris.

L'assemblée était composée de nombreux représentants des GRETA de la France entière et l'ensemble des catégories de personnels étaient là avec, malgré tout, une sous représentation des personnels administratifs et assez peu de formateurs, il est vrai. Etaient présents également des représentants de l'ANACFOC, des enseignants représentants syndicaux, des membres de l'ARREG.

La matinée a été consacrée à la présentation de la synthèse du livre blanc rédigée à partir des livres blancs écrits en région et dont chaque point, ou presque, a été commenté par les témoignages des intervenants de la salle. Le débat a ainsi permis de démontrer l'attachement des personnels à cet outil de formation, leur pugnacité pour le défendre et leur volonté de le garder dans le giron de l'Education nationale. Il faut réinscrire la formation continue dans le Code de l'éducation.

Il a également démontré la dégradation des conditions de travail face à la pression permanente de la rentabilité financière à laquelle sont sujets les Greta depuis leur soumission au code des marchés publics et l'obligation de répondre aux appels d'offre. De même, l'accent a été mis sur la baisse de la qualité du service rendu à l'utilisateur dans le cadre des Greta, en raison des impératifs financiers qui opposent qualité et rentabilité et des directives européennes qui livrent les organismes de formation à la marchandisation.

Enfin, il a permis de mettre en lumière le refus des personnels de l'imposition du statut de GIP sans aucune concertation en raison des vives inquiétudes liées aux incertitudes, à la fois pour le personnel, mais aussi tout simplement pour la pérennité des Greta et leur avenir dans des conditions aussi floues.

L'après-midi, c'est **Roland Vathier, « Père des Greta »** qui a ouvert le débat en présentant la genèse des GRETA et les conditions de leur mise en place. Puis ce fut au tour de **Vincent Merle, professeur au CNAM de Bordeaux**, de présenter son point de vue sur l'évolution des Greta et leur existence dans la perspective de l'acte 3 de la décentralisation en faisant la comparaison avec le CNAM, autre acteur public de la formation continue dans l'enseignement supérieur.

Cela nous a permis de lancer le débat sur l'avenir des GRETA, à la fois dans le cadre de la politique de la formation professionnelle du nouveau gouvernement mais aussi et surtout dans celle de la prochaine étape de la régionalisation voulue par l'ARF. Le tout devant être discuté lors de la conférence sociale de la mi-juillet. Pour illustrer le propos, des camarades de l'AFPA et du CNAM sont venus faire le bilan de leur situation et présenter leur actualité revendicative. Cela nous a confortés dans l'idée que les GRETA devaient évoluer mais que cette évolution ne passait pas par le GIP.

Leur témoignage a permis d'établir des similitudes dans les risques encourus par l'ensemble des organismes publics de formation et a démontré la nécessité d'établir des convergences dans les revendications de l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle publique, notamment celle très forte de l'impérieuse nécessité de conserver le cadre de service public pour des missions accessibles à tous et sur l'ensemble du territoire.

La journée n'étant pas extensible à l'infini, les débats ont été réduits et la synthèse faite par Samy Driss de l'UNSA n'a pas vraiment fait l'unanimité, en tous cas, pas dans nos rangs. En effet, il a été très peu question réellement de la suite des opérations, surtout depuis la connaissance du refus du nouveau ministre d'arrêter le processus en cours. Notre délégation, composée de Nathalie Geldhof de Grenoble, Jean Laurent Truffa de Grenoble, de Lucie Pisano de Lyon, Frédéric Lépine de Lyon, de Jean-Pierre Blanchouin de Creteil pour la coordination CGT EDUC FERC IDF, d'Alain Vrignaud et de moi-même pour la CGT Educ'action, s'est donc retrouvée à la sortie pour discuter de la suite des opérations.

Cette discussion a conforté notre volonté de réagir rapidement avec force et conviction au vu de la situation très incertaine dans laquelle nous nous trouvons après **la décision de V.Peillon de ne pas prendre de décision sur le moratoire. La forte inquiétude qui s'est exprimée, dans les débats à plusieurs reprises, est légitime et n'a toujours pas de réponse de la part du ministère.**

Un courrier demandant une audience au Ministre, dans lequel nous "durcissons" le ton, est parti dès vendredi.

La CGT Educ'action propose que nous réunissions l'intersyndicale rapidement pour faire le point après les assises et voir le calendrier devant nous.

**Plusieurs pistes ont été avancées :**

- Une intervention lors du CTM du 20 juin
- Une pétition auprès des personnels des GRETA donnant le contexte politique actuel, appuyant la demande d'audience urgente de l'intersyndicale et l'arrêt du processus de mise en place du GIP, dont on a vu dans les assises qu'il était extrêmement avancé dans plusieurs académies (Caen, Lyon...)
- Un courrier de l'intersyndicale pour appeler au rejet, dans les CA des EPLE, de l'adhésion au GIP, essayant de bloquer l'accélération du processus
- Une journée d'action lors de l'audience GRETA (si nous l'obtenons) ou lors du CTM
- Et toute autre idée qui participera à la mobilisation....

Les "annonces officieuses rassurantes" pendant la campagne ou auprès de l'AREG, après la nomination de V.Peillon, ont participé à une certaine démobilitation des personnels qui ont pensé la bataille du moratoire gagnée. Le réveil est douloureux. L'interfédérale nationale, elle-même a préparé ces assises en pensant que le moratoire était quasiment gagné. Les différentes audiences réalisées depuis avec les organisations syndicales ont montré qu'il n'en était rien.

Il convient donc de réagir très rapidement et nous avons proposé une rencontre intersyndicale à laquelle nous porterons les propositions énumérées ci-dessus, dès mercredi prochain le 13 juin à 15h.